

Communales: les nouvelles CIBLES DU PTB

► Pour 2018, le parti de gauche radicale veut s'implanter à Bruxelles-Ville, Namur, Frameries, Tournai, Châtelet, etc.

► Fort de ses impressionnants résultats dans les divers sondages d'opinion depuis les élections de 2014, le PTB affiche une grosse ambition pour les élections communales du 14 octobre 2018. L'objectif du PTB est d'être présent dans le plus de communes possibles, mais durablement. La liste des communes à investir sera définitivement arrêtée à la rentrée 2017.

"Nous ne sommes pas dans un processus de calcul électoral. On ne veut pas être une bulle sondagière. On travaille sur la construction de nouvelles sections un peu partout en Wallonie et à Bruxelles pour qu'elles tiennent sur la durée. On ne veut pas d'une liste élue qui explose après trois mois", commente le nouveau porte-parole du PTB Germain Mugemangango. Ces sections - ou "groupes de base" pour emprunter la terminologie ptbienne - sont en cours de construction un peu partout.

"Notre sentiment est

qu'il y a beaucoup de communes, tant en Wallonie qu'à Bruxelles, où on passerait presque d'office. Mais nous voulons avant tout créer des listes fiables et solides, qui fonctionnent sur le long terme. On veut des véritables sections capables de mobiliser les citoyens, de forcer le débat, d'aller coller des affiches, organiser des réunions... On ne veut pas d'élus qui viennent s'asseoir une fois par mois sur les bancs du conseil communal puis rentrent chez eux."

EN WALLONIE, le PTB s'est déjà fixé quelques objectifs prioritaires. En province de Namur, "notre objectif essentiel est d'entrer au conseil communal de la Ville de Namur". En province de Liège, le PTB veut pérenniser sa présence à Herstal, Seraing et Liège mais aussi travailler dans cinq ou six communes du pourtour de la Cité ardente.

En province de Hainaut, les choses semblent plus claires. "Nous voulons consolider notre présence dans les grandes villes (Mons, Charleroi et la Louvière, Ndlr) et nous implanter, là aussi, dans certaines communes proches des grandes cités du Hainaut." Dans les villes prioritaires du PTB, citons encore Châtelet du côté de Charleroi, Frameries du côté de Mons ainsi que la ville de Tournai.

EN RÉGION BRUXELLOISE, le PTB présentera d'office une liste sur Bruxelles-Ville, Schaerbeek et Molenbeek-S-Jean. Pour les autres, rien n'est encore arrêté mais le PTB songe sérieusement à s'implanter sur Saint-Gilles, Anderlecht ou Saint-Josse. "Tout dépendra des sections qui se créeront dans ces communes", poursuit Germain Mugemangango. "À l'heure actuelle, on crée des sections dans toutes les communes bruxelloises". Même à Uccle, qui dispose déjà d'une page FB!

Mathieu Ladevèze

L'EFFET MÉLENCHON SUR LA DYNAMIQUE DU PARTI

▣ Le PTB dépasse les 10.000 membres. Et ça ne va pas s'arrêter, prédit son porte-parole

► Environ 10.000 membres. Voici le matelas de sympathisants et militants sur lesquels le PTB peut compter. Ce chiffre date déjà de quelques mois. "On fait le compte tous les six mois", précise son porte-parole Germain Mugemamango. "Donc le prochain comptage sera publié dans trois mois."

Nul doute qu'il se gonflera de quelques centaines - voire milliers - de membres à l'occasion du prochain comptage officiel. Car, au-delà du simple chiffre, le PTB ressent une forte pression à l'adhésion dans ses

sections locales. "Cette tendance date d'avant les affaires (Publi-fin, Kazakhgate, etc., Ndlr). Mais il est vrai que ces affaires semblent renforcer cette tendance", poursuit le Carolo avant de préciser "que, chaque année, il y en a aussi qui partent".

AUTRE EFFET extérieur favorable au PTB : la bonne côte de Jean-Luc Mélenchon dans la campagne électorale française. Si le candidat de la gauche radicale parvient à atteindre le second tour, le PTB pourra compter sur un effet d'entraînement

positif, tout simplement parce que les électeurs wallons et bruxellois dotés d'une même sensibilité verront qu'une telle politique peut convaincre un large électorat.

"On ne peut pas se projeter sur les élections françaises car le système est différent mais il est certain que le paysage politique français a une influence chez nous. Un carton de Jean-Luc Mélenchon ne ferait que du bien à la gauche radicale européenne. Sur le plan national, un gros score de sa part générerait très certainement une dynamique positive pour le PTB."

M. L.

Un parti financé... PAR SES MEMBRES

▣ Le budget annuel du PTB tourne autour des deux millions d'euros, dont un peu plus d'un quart de dotations publiques

► Deux millions d'euros environ par an : voici le budget du PTB. Cet argent vient, pour une petite partie, des dotations - nos impôts donc - depuis que le PTB a des élus dans les assemblées fédérale et régionales. Huit au total, dont deux au fédéral, deux en Wallonie et quatre en Région bruxelloise. Chaque année, le PTB touche donc 575.000 euros de dotations publiques. Ce montant, calculé selon le nombre de voix obtenues, le parti le conteste depuis le début de la législation.

EXPLICATIONS : "On ne veut pas nous donner la totalité de la dotation (900.000 € par an, Ndlr) à laquelle nous avons droit car les partis traditionnels estiment que les voix obtenues en Flandre ne comptent pas. Or, nous sommes

un parti national et nous le revendiquons ! À cause des entourloupes des partis traditionnels, nous avons déjà perdu 800.000 euros", détaille Germain Mugemamango.

Le PTB va donc chercher quasi la moitié de son budget dans les cotisations de ses membres, les rétrocessions de ses élus et les donations. "Cette forme d'autofinancement, que nous revendiquons car elle est l'un des gages de notre indépendance, représente environ un million d'euros, soit un peu plus de 45 % de notre budget", poursuit le porte-parole du PTB qui pointe ici sa différence avec les partis traditionnels, "dont certains sont financés par les dotations publiques à hauteur de 70, 80 voire 90 % !"

À TITRE D'EXEMPLE, le membre de base donne 20 euros par an

pour obtenir sa carte de parti, celui qui veut assister aux réunions des sections locales doit quant à lui payer cinq euros par mois. Et ainsi de suite. La cotisation peut atteindre 100 euros l'année pour un membre dit "de soutien".

Le salaire des huit élus est quant à lui plafonné entre 1.700 et 2.000 euros selon la composition du ménage. Le surplus est rétrocédé au parti. Le PTB bénéficie également de donations et se fait encore un peu d'argent, "mais cela reste mineur", via la vente du magazine du parti (*Solidaire*) ou d'autres magazines thématiques. "Le programme complet du parti (2 euros, Ndlr), lui, se vend peu", reconnaît Germain Mugemamango en s'esclaffant ! On le comprend, il est disponible gratuitement sur le site.

M. L.

LES CLÉS DU PROGRAMME DU PTB EN DIX CHIFFRES

15 **ÉLÈVES** par classe jusqu'en 3^e, puis 20 maximum ensuite. Cela nécessite l'engagement d'environ 25.000 instituteurs. En outre, le PTB veut construire 45 nouvelles écoles par an. Tout cela implique une hausse du budget enseignement de 7 % dans la part du Produit intérieur brut.

200.000 nouveaux logements sociaux sur l'ensemble de la législature. Ce qui permettra de créer, selon le PTB, 50.000 emplois.

40 nouvelles maisons de repos de 80 places chacune d'ici 2030. Et 10.000 à 20.000 personnes en plus dans le secteur de l'accompagnement aux plus faibles : dans les crèches, les hôpitaux, les maisons de repos, l'accueil des moins valides.

1.000 EUROS minimum pour toutes les personnes bénéficiaires d'un revenu de remplacement. Le tout payé par le fédéral. À cela s'ajoute une hausse généralisée du montant des pensions.

6 % maximum pour la TVA sur l'énergie, actuellement fixée à 21 %. Et diminution de la part des impôts indirects.

30 HEURES de travail par semaine pour l'ensemble des salariés.

60 ANS, l'année de l'accès possible à la pension, après 35 ans de carrière minimum. Des mesures particulières sont proposées pour les métiers pénibles. Le montant de la pension ne sera pas inférieur à 75 % des revenus obtenus durant les dix dernières années de carrière.

10.000 EUROS maximum pour les revenus (tous mandats confondus, publics et privés) pour les mandataires publics. Ou maximum trois fois le revenu moyen du salarié belge.

60 % Le salaire minimum sera maintenu à minimum 60 % du salaire brut moyen.

5 % La règle du seuil électoral de 5 % est supprimé. Le PTB souhaite mettre en place un scrutin proportionnel.

3 ANS de présence légale en Belgique suffira pour obtenir la nationalité belge, sans test d'intégration.

120 % le montant de la Grapa promis par le PTB, soit 120 % du seuil de pauvreté ou 850 euros pour les cohabitants et 1.150 euros pour les isolés.

3 % DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT : la part des investissements dans la recherche scientifique.

8 MILLIARDS D'EUROS : le montant escompté par le PTB lorsqu'il aura activé sa taxe sur les millionnaires.

2 MILLIARDS D'EUROS : le montant escompté par le PTB lorsqu'il aura supprimé les intérêts notionnels.